

Quid de la génération Covid ?

Claude Lelièvre, *historien de l'éducation*, porte un regard sur cette crise sanitaire, épisode inédit aux conséquences multiples.

PROPOS RECUEILLIS PAR AMANDINE GROSSE



Jamais dans l'histoire de France lycéens et étudiants n'ont été si longtemps hors les murs. Une interruption de l'école « physique », des épreuves de baccalauréat annulées et une école à distance plus ou moins bien gérée qui posent des questions. Aujourd'hui et pour demain. Quid de cette génération Covid ?

Trois mois et demi d'école à distance ont-ils remis en question la gestion de l'école et son approche pédagogique ?

Les enseignants, les chefs d'établissement et les élèves ont fait des expériences nouvelles de façon variable. Ils ont pu tisser des relations plus individuelles qu'à l'ordinaire. À l'inverse, d'autres ont pu se sentir lâchés, abandonnés. Si le Covid-19 reste plus ou moins présent dans les esprits, ou pire, si nous devions vivre des épisodes de reconfinement, tout cela pourrait avoir des effets sur le plan de la restructuration et de l'espace-temps éducatif et scolaire. Mais on peut espérer que les conséquences positives l'emportent sur les sentiments d'abandon.

Au fil des mois, la fissure entre enseignants et gouvernement s'est creusée. Cette crise va-t-elle révéler des points de rupture inévitables ?

Il y avait déjà une certaine méfiance vis-à-vis du ministre de l'Éducation. Cette méfiance s'est amplifiée car les enseignants se sont sentis abandonnés et plus ou moins accusés d'avoir déserté leur fonction. Ces deux éléments font que la défiance est devenue très forte face à un gouvernement qui a pu faire preuve d'autoritarisme. C'est la première fois dans l'histoire que les deux principaux syndicats de chefs d'établissement (public et privé) envoient une lettre de reproche au ministre, chacun de leur

côté, pour marquer leur défiance et leur colère. Nous sommes au bord d'un affrontement fort.

L'école à distance a mis en exergue une asymétrie entre les professeurs motivés et ceux détachés, entre les jeunes restés sur les rails et ceux en décrochage...

Cela a au moins révélé des disparités importantes qui ont sans doute été creusées. Il serait judicieux de recenser et de s'appuyer sur ce qui a marché pour essayer de le généraliser, et éviter ainsi le repli sur soi et la peur. Car la peur n'est jamais bonne conseillère. C'est seulement lorsque l'on a des perspectives d'avenir que l'on se mobilise. En France, comme le ministère est très centralisé, les éléments de contraintes verticales ont été, comme d'habitude, très forts. Il y avait une sorte de conflit entre les possibilités effectives différentes selon les endroits et les injonctions ministérielles mises en place pour se couvrir. Cela a certainement été mal géré. Si le problème dure, il faudrait penser à une relocalisation non pas des entreprises mais des établissements scolaires.

On a beaucoup comparé l'annulation du bac 2020 avec le bac de 1968. Cette année, ce rite de passage n'a pas eu lieu. Est-ce grave ?

En 1968, il y a tout de même eu des épreuves orales qui se sont passées dans un temps court et en même temps par tout le monde. Ce rite de passage a donc existé. Cette année, aucune commémoration n'a eu lieu. Or, cela a une fonction de réassurance. Et c'est problématique pour la construction de l'adolescence et sa sortie. Pour les parents, il y a aussi un rendez-vous fondateur qui a fait défaut. En 1968, les bacs ont pu être qualifiés de bacs au rabais au vu du pourcentage de réussite plus important que les années précédentes. À l'arrivée, on a vu que ces bacheliers ont eu un destin meilleur du point de vue universitaire et sur le plan de l'insertion professionnelle. Chose qui peut être le cas avec les bacheliers Covid-19. Ce n'est pas le problème de la valeur du bac 2020 ou de la notation qui se pose : le pourcentage statistique est du même ordre. L'impact se joue sur l'expérience inédite que les élèves et les enseignants ont fait de l'école.

Je pense qu'à l'avenir, il y aura une prise en compte beaucoup plus importante du contrôle continu. À tort ou à raison.

La crise a accordé une place inédite aux supports digitaux dans un système d'école à distance auquel nous n'étions pas préparés. Cela va-t-il obliger l'école à s'y mettre concrètement ?
On aurait intérêt à s'y préparer ! D'autant plus que les différentes formes du supérieur vont nettement s'en emparer. Dans la mesure où le lycée est une préparation aux formes du supérieur, il faudra aménager plus de temps et plus de place au digital et au numérique. Cet épisode impose une mise en place plus rapide de ces nouveaux supports. On passe de l'ordre de la bonne action, du marginal à une prise de conscience générale et concrète.

L'école à distance, et ses carences, a-t-elle induit une prise de conscience que l'enseignement pratique doit investir davantage le lycée général ?

Tout à fait. On a vu des professeurs qui « balançaient » des cours théoriques et magistraux à distance mais aussi d'autres qui pratiquaient surtout la pédagogie de l'exercice. C'est l'entre-deux qui est le plus intéressant, le plus difficile mais aussi le plus porteur et le plus opérationnel. Faire fusionner la théorie, la pratique et l'expérience, en somme.

Parlons, pour finir, de l'orientation. Ces trois derniers mois, les lycéens n'ont pas pu profiter d'un accompagnement vers l'« après ».
Cela a-t-il manqué ?

Il y a un accompagnement officiel de l'école dans l'orientation des élèves et il y a les accompagnements officieux. Ceux investis par les pairs qui ont très souvent une résonance plus forte. Les lycéens font finalement peu appel à leurs professeurs en temps normal. La réforme du lycée aurait dû impliquer une orientation plus poussée des élèves par les enseignants mais nous sommes loin du compte. En France, on fait toujours les choses par à-coups car tout est centralisé. Nous ne sommes pas dans des généralisations d'innovations. Ou quand on innove, c'est en bloc. Et ce n'est pas toujours facile à gérer...